



Tous droits réservés

DROIT ADMINISTRATIF (1)

Séance introductive - Les personnes publiques : acteurs de l'Administration (Partie 2)

I.	La notion d'Administration au sens organique	2
A)	Les autorités administratives étatiques	2
1)	Le président de la République.....	2
2)	Le Premier ministre	4
3)	Les ministres	4
4)	Les autorités administratives / publiques indépendantes.....	5
5)	Les autorités déconcentrées	7
a)	La déconcentration.....	7
b)	L'administration dite territoriale	8
B)	Les autorités administratives décentralisées, distinctes de l'État.....	8
1)	La décentralisation	8
2)	Les collectivités territoriales	9
3)	Les établissements publics	11
C)	Les personnes publiques <i>sui generis</i>	14
II.	La notion d'administration au sens matériel.....	14
III.	Rappel sur la notion de personne publique	15

Le droit administratif est le droit qui s'applique à l'administration. Afin d'étudier le droit administratif, il conviendra de s'intéresser aux différents acteurs visés lorsque l'on parle d'administration. L'administration peut être envisagée organiquement (I), mais aussi matériellement (II).



À retenir : Pour rappel, l'administration n'a pas de définition juridique. Il peut donc s'agir des services administratifs qui existent dans toute structure ; ou bien de l'institution qui aide à mettre en place les politiques publiques (administration de l'État, administration d'une mairie) ; il peut aussi s'agir de l'ensemble des fonctionnaires que l'on regroupe sous le terme d'administration.

Conformément à l'**article 1er de la Constitution**, l'organisation de l'administration en France y est décrite de la manière suivante : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée ».

I. La notion d'Administration au sens organique

L'Administration désigne l'ensemble des institutions publiques qui font fonctionner diverses activités au service de l'intérêt général, ce sont les fameux services publics.

En vertu de l'**article 20 de la Constitution** qui dispose que « Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Il dispose de l'administration et de la force armée » ; l'administration relève de pouvoir exécutif, mais plus particulièrement des organes de l'État.

Il conviendra donc de distinguer les autorités administratives étatiques (A), des autorités indépendantes de l'État qui se présentent comme des autorités décentralisées (B).

A) Les autorités administratives étatiques

1) Le président de la République

Au sommet de l'administration, mais aussi du pouvoir exécutif se trouvent deux autorités étatiques centrales : le président de la République ainsi que le Premier ministre. La Ve République dispose d'un **pouvoir exécutif dit bicéphale, qui signifie littéralement « à deux têtes »**.

La Constitution prévoit une répartition des compétences entre ces deux autorités.



À retenir : L'**article 8** précise que le Président dispose d'un pouvoir de désignation du Premier ministre, et sur proposition de ce dernier, il nomme les ministres. Il peut également mettre fin à leurs fonctions. Ce pouvoir de nomination est très important d'un point de vue administratif puisqu'un ministre est à la tête d'une administration de l'État. L'**article 13 de la Constitution de 1958** confère au Président le pouvoir de nommer aux emplois civils et militaires de l'État. Dès lors, le Président nomme les hauts fonctionnaires de l'administration civile, mais aussi les hauts officiers de la défense, soit environ 70 000 postes. Cette responsabilité étant tellement importante, que sur délégation du Président, le Premier ministre contribue également à ces nominations.

En vertu de ce même **article 13**, le Président peut prendre des décrets, qui sont des actes administratifs unilatéraux décisifs, aussi appelés des décisions administratives.



Attention : Plusieurs séances sont consacrées aux actes administratifs unilatéraux, il convient néanmoins de préciser que les décisions administratives peuvent être de deux types :

- **Des actes individuels qui visent précisément une personne ou un groupe de personnes, ils sont nominatifs** (la nomination aux emplois civils et militaires, un préfet, un ambassadeur, etc.) ;
- **Des actes réglementaires qui contiennent des dispositions générales et impersonnelles. Ils visent un ensemble de personnes**, par exemple une mesure qui ordonne le port du masque dans l'ensemble des transports en commun : l'acte s'applique donc à l'ensemble des personnes présentes sur le territoire français.

2) Le Premier ministre

Deux articles de la **Constitution de 1958** définissent les différentes responsabilités du Premier ministre :

- En vertu de **l'article 20**, le Premier ministre détermine et conduit la politique de la Nation, et pour se faire, il dispose de l'administration.
- En outre, selon **l'article 21 de la Constitution**, le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. En vertu de ce même article, il dispose du pouvoir réglementaire. Il signe également tous les décrets réglementaires.

Les ministres ne disposent pas du pouvoir réglementaire général, néanmoins, il est très fréquent que le Premier ministre délègue une partie de son pouvoir réglementaire à ses ministres. Dès lors, le ministre peut édicter lui-même un acte réglementaire, mais si celui-ci émane du ministre, alors il ne portera pas le nom de décret, mais bien celui d'arrêté ministériel.

3) Les ministres



À retenir : La composition des Gouvernements en France est complètement libre. Il peut aussi bien être composé de 5 ministres que de 100.

On distingue deux types de compétences au sein des ministères :

- Les ministres qui disposent d'une **compétence verticale** qui vise soit une catégorie de la population soit un secteur d'activité précis (des étudiants, des personnes âgées, etc.) ;
- Les ministres qui disposent d'une **compétence horizontale** qui vise des besoins (les finances, l'environnement, etc.).

Il existe une hiérarchie informelle entre les ministres : le Premier ministre, puis viennent les ministres d'État, puis les ministres ordinaires, puis les ministres délégués et enfin les secrétaires d'État.



À retenir : Chaque ministre dirige les services publics de son ministère, il a donc autorité sur l'administration qui compose son ministère. En principe, nous l'avons vu, le ministre ne dispose pas de pouvoir réglementaire, mais, afin de mettre en œuvre la politique du Gouvernement, le Premier ministre lui délègue ce pouvoir très fréquemment.

4) Les autorités administratives / publiques indépendantes



À retenir : Créées dès 1978 avec la CNIL par la loi du 6 janvier 1978, il existe aujourd'hui une trentaine d'autorités administratives indépendantes. Elles ont pour objectif de résoudre le problème de la lenteur et au manque de réactivité de nombreuses administrations françaises. On peut citer à titre d'exemple : l'Autorité de lutte contre le dopage, la Commission de Régulation de l'Énergie, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Une loi du 20 janvier 2017 portant statut général des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes tente d'y voir plus clair en identifiant 25 autorités¹.

Cependant, si la loi n'indique pas clairement ce qu'est une AAI, il est difficile de l'identifier, et surtout de la distinguer d'une API.

Une autorité indépendante s'identifie selon les critères suivants :

- ⇒ Un **organisme administratif** composé de divers organes comme des commissions, des hauts conseils, des autorités, des comités, etc.. Cet organisme administratif dispose d'un **certain pouvoir** pouvant aller de la recommandation jusqu'à la sanction en passant par l'injonction ;
- ⇒ L'**exercice de fonctions administratives** : les autorités indépendantes ne sont pas des juges. Leurs décisions sont soumises au juge administratif, ou au juge judiciaire pour l'Autorité de la Concurrence.

¹ Voir l'annexe qui liste ces autorités à la fin de la loi : [lien](#)

⇒ **L'indépendance** : cette indépendance se comprend d'une indépendance vis-à-vis du Gouvernement. Les autorités indépendantes sont soustraites du pouvoir hiérarchique du gouvernement qui ne peut donner aucun ordre ni contrôler les actes de ces autorités. En revanche, une autorité indépendante n'est pas indépendante du juge puisque ses décisions sont soumises au contrôle des juridictions. De surcroît, une autorité n'est pas indépendante du législateur qui peut décider de créer ou de supprimer une autorité indépendante, sauf s'agissant du Défenseur des Droits qui est une autorité indépendante à valeur constitutionnelle (**article 71-1 de la Constitution**).

Enfin, les autorités indépendantes ne sont pas indépendantes d'un point de vue budgétaire, car leur budget est décidé par le législateur dans la loi de finances.

Il faut donc comprendre l'indépendance comme une indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif. Le but étant en effet de protéger les libertés ou de réguler des secteurs très pointus comme la finance ou le nucléaire, il est préférable que cette protection soit assurée par des autorités qui bénéficient le plus possible d'une indépendance vis-à-vis du Gouvernement.

Dans l'exercice de leurs attributions, **les membres des autorités indépendantes ne reçoivent aucune instruction.** Ils sont en dehors de la hiérarchie administrative et soustraite à la tutelle des ministres. Ceux-ci ne peuvent leur adresser ni ordre ni injonction.

D'autre part, les textes constitutifs des autorités indépendantes aménagent toujours un régime statutaire destiné à garantir l'indépendance de leurs membres : conditions de nomination, règles strictes d'incompatibilité, caractère non renouvelable de leur mandat, irrévocabilité, etc. Cependant, chaque année les autorités indépendantes doivent rendre un rapport sur leurs activités.



Attention : C'est la personnalité morale qui différencie une autorité administrative indépendante (AAI) d'une autorité publique indépendante (API). Une AAI n'a pas de personnalité juridique alors qu'une API possède une personnalité juridique. Concrètement, une API est donc une personne morale de droit public, et non les AAI. Cela a pour conséquence qu'une API est responsable de ses actes, elle peut agir en justice elle-même, elle possède ses propres biens immobiliers, alors qu'une AAI n'est pas distincte de l'État.

5) Les autorités déconcentrées

a) La déconcentration

Napoléon Bonaparte avait voulu une administration extrêmement centralisée. Toutefois, sur un territoire aussi vaste, cela n'était pas possible. Il a donc fallu procéder à des transferts de pouvoir du centre vers la périphérie, ce phénomène débuta dans les **années 1980**.



À retenir : La déconcentration est un mode d'aménagement d'un pouvoir centralisé. Un effet, la centralisation des pouvoirs revient, comme son nom l'indique à concentrer tous les pouvoirs au sein des administrations centrales. En France, concrètement, tous les ministères sont situés à Paris, capitale du pays, qui centralise donc la conduite des politiques publiques. Avec la déconcentration, il s'agit de donner à des autorités qui sont sous l'autorité du pouvoir central, des pouvoirs pour exercer l'administration de manière plus proche des citoyens.



Exemple : Une préfecture est basée dans tous les départements. Elle agit au nom du ministère de l'Intérieur. On dit que c'est une administration déconcentrée du ministère de l'intérieur basé en région parisienne. Ainsi, une préfecture agit toujours sous le pouvoir hiérarchique du ministère de l'Intérieur. Une préfecture n'a pas de personnalité morale. C'est juste une « antenne » du ministère de l'Intérieur.

En matière de déconcentration, le principe de subsidiarité a été élaboré. En vertu de ce principe, l'administration centrale doit exclusivement s'occuper des affaires qui ne peuvent pas être traitées au niveau local.

Le lien qui unit les autorités centrales et les autorités de proximité, dans la déconcentration, est un lien hiérarchique. De ce pouvoir hiérarchique découlent quatre pouvoirs complémentaires :

- 1) Le **pouvoir d'ordre** (donner des instructions à son subordonné) ;
- 2) Le **pouvoir de modifier les décisions prises par les subordonnés** ;
- 3) Le **pouvoir d'annulation des actes pris par les subordonnés** ;

- 4) Le **pouvoir de substitution d'action** qui permet d'agir à la place du subordonné (doit préalablement avoir été permis par un texte législatif ou réglementaire).

b) L'administration dite territoriale

Il s'agit des **départements** et des **régions**.

Il existe en France :

- 101 départements, dont 5 départements d'outre-mer. À la tête de chacun de ces départements est placé un préfet. Le préfet représente l'État dans le département. Son supérieur hiérarchique est le ministre de l'Intérieur.
- Les départements sont subdivisés en 334 arrondissements, à la tête desquels se trouvent des sous-préfets qui sont également des agents de l'État. Le préfet dispose, en tant qu'agent de l'État, d'un pouvoir de décision (délivrance d'un passeport, d'une carte d'identité), mais aussi d'un pouvoir de police (afin de préserver l'ordre public dans son département) et enfin d'un pouvoir de surveillance des collectivités décentralisées (il vérifie notamment les décisions prises par les maires des communes comprises dans leur département).
- La région est un espace où se superposent une administration déconcentrée donc étatique, et une administration décentralisée. Il existe aujourd'hui 18 régions. À la tête de chaque région se trouve le préfet de région qui peut également être préfet d'un département composant sa région.

B) Les autorités administratives décentralisées, distinctes de l'État

1) La décentralisation

La décentralisation permet de transférer des compétences à des organismes dotés de la personnalité morale qui s'administrent librement et qui sont donc distincts de l'État.

Ainsi, grâce à la décentralisation, les collectivités territoriales en France sont des organismes de droit public qui disposent d'une autonomie, qui s'administrent

librement, et qui ont des conseils élus. Puisqu'elles sont indépendantes de l'autorité étatique, elles tirent leur légitimité du peuple lui-même qui élit au suffrage universel ses représentants. La décentralisation a été mise en œuvre dans les **années 1980** par de grandes lois de décentralisation. Elle est toujours constamment à l'œuvre et fait régulièrement l'objet de réformes.

Si les notions de déconcentration et de décentralisation ne se recoupent pas, elles ne s'excluent pas. En effet, l'État, à travers les préfets, continue de vérifier que les collectivités exercent leurs compétences conformément à la loi. C'est pourquoi le préfet exerce son contrôle de légalité. Cela signifie que les collectivités transmettent au préfet les actes qu'elles prennent, comme la construction d'une école par exemple. Puis le préfet, qui est chargé du contrôle de légalité en vertu de l'**article 72 alinéa 6 de la Constitution**, vérifie la conformité des actes pris par les collectivités territoriales au regard des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

2) Les collectivités territoriales

Ces collectivités sont identifiées par l'**article 72 alinéa 1 de la Constitution** :

« Les collectivités territoriales de la République sont les communes, les départements, les régions, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74. Toute autre collectivité territoriale est créée par la loi, le cas échéant en lieu et place d'une ou de plusieurs collectivités mentionnées au présent alinéa ».

Aux **communes, départements et régions classiques**, il faut ajouter les collectivités appelées les **établissements publics de coopération intercommunale** (EPCI) tels que, les communautés de communes, communauté d'agglomérations, syndicats intercommunaux, métropoles, qui sont des regroupements de collectivités pour mutualiser des compétences sur un vaste territoire géographique. Ces établissements publics, bien que dénommés ainsi, sont des collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales ont un point commun : elles disposent de la **libre-administration**.

L'**article 72 alinéa 3 de la Constitution** dispose que « Dans les conditions prévues par la loi, [les] collectivités s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences ».

Cette libre administration n'a pas de définition précise. Elle relève d'un important faisceau d'indices qui est le suivant :

- Elle s'apprécie grâce à sa fonction protectrice. La **libre administration** d'une collectivité évite que l'État ou les autres collectivités n'empiètent sur ses compétences.
- Elle permet de garantir un espace de liberté dans lequel les collectivités territoriales peuvent agir. Pour concrétiser cet espace de liberté, il est reconnu par la Constitution un **pouvoir réglementaire** pour les collectivités (**article 72 alinéa 3**).
- Le corollaire de la libre administration est le **principe d'autonomie financière**. Selon **l'article 72-2 alinéa 1er de la Constitution** : « Les collectivités territoriales bénéficient de ressources dont elles peuvent disposer librement dans les conditions fixées par la loi ».
- **La libre administration est reconnue comme ayant valeur constitutionnelle** et peut être invoquée dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité (**CC, 2 juillet 2010, Commune de Dunkerque**). C'est une liberté fondamentale au titre du référé-liberté de **l'article L. 521-2 du Code de justice administrative** (**CE, 18 janvier 2001, Commune de Venelles**).

Cette libre administration se trouve aussi fortement limitée :

- Si l'autonomie financière est liée à la libre administration des collectivités, seul le législateur peut créer les ressources fiscales nécessaires pour pouvoir garantir cette autonomie financière. Et le législateur peut supprimer une ressource fiscale, à la condition de ne pas modifier excessivement l'équilibre budgétaire des collectivités touchées (**CC, 24 juillet 1991**).
- Seul le législateur décide du contenu de la libre administration des collectivités. Dès lors, les collectivités sont librement compétentes pour les seules compétences qui leur sont reconnues.

Les collectivités restent soumises au **contrôle de légalité du préfet**. Ce contrôle est conforme à la Constitution, car selon le Conseil constitutionnel, si les collectivités disposent de la libre administration, elles ne peuvent l'exercer que dans le respect des lois. Et ce respect est donc contrôlé par le préfet,

représentant de l'État (**CC, 25 février 1982, loi relative aux libertés des communes, départements, régions**).

3) Les établissements publics

Les établissements publics sont des **personnes morales de droit public spécialisées**. On crée un établissement public pour pouvoir lui conférer des compétences spécifiques. C'est ce qu'on appelle le **principe de spécialité d'un établissement public**.

Conformément à **l'article 34 de la Constitution**, la création d'une catégorie d'établissement public relève de la compétence du législateur comme le rappelle le **Conseil constitutionnel dans sa décision du 27 novembre 1959**.



Exemple : La loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programme pour la recherche, a permis de créer la catégorie d'établissement public à caractère scientifique et technologique. Aussi, une loi du 8 août 1994 a créé les établissements publics suivants : chambres d'agriculture ; chambres de commerce et d'industrie ; chambres des métiers.

Une fois la catégorie créée par le législateur, le pouvoir exécutif peut créer des établissements publics au sein de cette catégorie.

Un établissement public étant une personne morale de droit public spécialisée, **il est rattaché à une autre collectivité** et se trouve **sous la tutelle de sa personne morale de rattachement selon deux schémas possibles** :

- Soit, il est rattaché à l'État et on parlera **d'établissement public national** : les grands ports maritimes ; la SNCF ; la RATP ; les universités, etc. Ces établissements publics sont sous la tutelle de l'État et plus précisément des ministères concernés.
- Soit, il est rattaché à une collectivité territoriale et on parlera **d'établissement public de coopération intercommunale**. Pour que la création d'un EPCI, la catégorie (exemple la catégorie « syndicat mixte » ou la catégorie « communauté de communes ») destinée à l'établissement doit avoir été prévue par la loi. En conséquence, une région ne peut pas créer un établissement public si celui-ci n'entre pas dans une catégorie existante

puisque une collectivité ne peut créer elle-même une catégorie d'établissement public (**CAA Nancy, 16 avril 1998, Région Nord-Pas-de-Calais**).

Question : Une fois la création de l'établissement public analysée, quid de sa disparition ?

- Un établissement public peut disparaître par remplacement.



Exemple : EDF et GDF étaient des établissements publics. Ils ont été privatisés en 2004 et sont devenus des sociétés de droit privé ;

- Un établissement public peut disparaître par suppression. Ainsi, le **pouvoir exécutif peut dissoudre un établissement public**, comme par un exemple un décret du **24 décembre 1987** portant dissolution de l'Établissement public d'aménagement de la ville nouvelle du Vaudreuil.
- Quel que soit le motif de la disparition, celle-ci doit **respecter le principe de parallélisme des formes et des compétences : seule l'autorité compétente pour créer l'établissement public est compétente pour le supprimer**. Si les textes législatifs ont fixé pour la création d'un établissement public des règles de forme et de procédure particulières, la décision de dissolution doit être prise dans les mêmes formes et selon les mêmes procédures. S'il revient à l'autorité réglementaire de le créer, alors c'est à cette autorité de le supprimer.
 - **CE, 6 mars 1991, Syndicat CGT Crédit d'équipement petites et moyennes entreprises :**
« Eu égard à son objet, à la nature de ses activités, et aux règles de tutelle auxquelles elle était soumise, la Caisse nationale des marchés de l'État, des collectivités et des établissements publics était comparable à d'autres établissements publics nationaux. Ainsi, elle ne pouvait être regardée comme constituant à elle seule une catégorie d'établissement public. Par suite, le décret du 23 décembre 1980 supprimant cet établissement public à compter du 1er janvier 1981, n'est pas intervenu dans un domaine réservé au législateur par l'article 34 de la Constitution ».

Question : *Si un établissement public répond à des règles de création et de suppression particulière, au fond c'est quoi un établissement public ? Il se définit certes par son principe de spécialité, mais à quoi correspond ce principe ?*

Selon ce principe, un établissement public n'agit que pour l'objet pour lequel il a été créé. Il ne peut pas exercer d'autres activités (**CE, 7 juillet 1994**). Ainsi, un EPCI ne peut pas s'écarter de son objet statutaire (**CE, 19 novembre 1975, Commune de Thaon-les-Vosges**).

Mais le juge administratif vérifie quand même si des **activités annexes** peuvent être exercées par un établissement public, en complémentarité avec sa spécialité :

- **CAA Nancy, 5 avril 2007, Compagnie nationale des ingénieurs et experts forestiers et experts en bois** : la réalisation d'une prestation intellectuelle d'ingénierie forestière est jugée comme étant une activité d'intérêt général connexe constituant un complément normal de la mission statutaire principale assurée par le centre régional de propriété forestière de Lorraine-Alsace qui est un établissement public administratif.

Un établissement public est national ou territorial. Il est aussi administratif ou industriel et commercial. On distingue donc deux grandes catégories d'établissement public :

- 1) **Les établissements publics administratifs (EPA)** gèrent à titre principal un service public administratif : les universités, les hôpitaux. Ils relèvent principalement du droit public et sont plutôt identifiables à un fonctionnement très administratif. Son personnel est composé d'agents publics et les litiges relèvent de la justice administrative sauf exception.
- 2) **Les établissements publics industriels et commerciaux** gèrent à titre principal un service public industriel et commercial : la SNCF, la RATP, les théâtres nationaux. Ils relèvent principalement du droit privé et sont plutôt identifiables à un fonctionnement d'entreprise. Leur personnel est soumis en principe au Code du travail et s'assimile très largement aux salariés du secteur privé et les contrats qu'ils passent avec ses usagers relèvent du droit privé.

C) Les personnes publiques *sui generis*

Il arrive que les textes ne précisent pas si un organisme relève de telle catégorie de personne morale. Dans ce cas, il convient de se tourner vers la jurisprudence qui nous indique la catégorie à identifier.

S'agissant des **groupements d'intérêt public (GIP)**, ils ont été créés par **une loi de 1982** qui indique que :

« Les groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre des établissements publics ayant une activité de recherche et de développement technologique, entre l'un ou plusieurs d'entre eux et une ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités de recherche ou de développement technologique, ou gérer des équipements d'intérêt commun nécessaires à ces activités »

Le législateur ne précise toutefois rien sur la nature juridique des GIP. C'est finalement le Tribunal des conflits qui a tranché.

TC, 14 février 2000, GIP-HIS habitat et interventions sociaux pour les mal-logés et les sans-abris contre Mme Verdier : les GIP sont assujetties aux mêmes règles que celles des établissements publics.

S'agissant de la Banque de France, **CE, 22 mars 2000, Syndicat de la Banque de France** : elle n'a pas le caractère d'un établissement public, mais revêt une nature particulière et présente des caractéristiques propres. C'est une personne publique *sui generis*.

II. La notion d'administration au sens matériel



Définition : L'administration au sens matériel désigne l'activité à laquelle elle est destinée : l'ensemble des services qui servent l'intérêt général.

Le sens matériel de l'administration permet également de distinguer les deux types d'activités du pouvoir exécutif.

En effet, le pouvoir exécutif français se doit de **gouverner**, mais aussi d'**administrer**. Or, lorsqu'il gouverne, le pouvoir exécutif peut par exemple gérer les relations de la France avec d'autres pays, mais également avec les organisations internationales. On parle alors d'**actes de gouvernement** dont ne peut pas connaître le juge administratif, car ils ne font pas partie de son domaine de compétence.

Le pouvoir d'administrer lui en revanche, est un pouvoir dont les personnes publiques font usage afin de servir l'intérêt général, et pour cela, ils disposent de **prérogatives exorbitantes du droit commun, les prérogatives de puissance publique**. Ce pouvoir concerne essentiellement celui d'imposer unilatéralement des mesures aux administrés.

III. Rappel sur la notion de personne publique



À retenir : Une personne morale (tout court) est un groupement de personnes physiques et d'intérêts collectifs qui constitue à lui seul un sujet de droit, indépendamment des individus qui la composent. La personnalité morale permet de conférer une personnalité juridique et donc d'ester en justice. Une entité dotée de la personnalité morale est en tant que telle titulaire de droits et d'obligations. Par conséquent, elle peut prendre des actes unilatéraux en son nom propre, être propriétaire de biens, être responsable de ses actes, agir en justice, conclure des contrats.



Définition : Quant aux personnes morales de droit public, ce sont des organisations qui ont la personnalité juridique et dont le régime relève principalement du droit public.

Pour conclure, nous rappellerons brièvement les différentes personnes publiques qui composent le droit administratif :

- Les administrations étatiques ;
- Les collectivités territoriales ;
- Les établissements publics ;

- Les personnes publiques *sui generis* ;
- Les autorités administratives/publiques indépendantes.